

Halte au massacre **du service public**

Voilà des années que la majorité politique de ce canton s'attaque à l'Etat social en promettant la prospérité à coup de baisses d'impôts. Cette politique a pour résultat l'accroissement des inégalités sociales, avec privilèges fiscaux d'un côté, chômage et précarité de l'autre.

Au milieu de ce grand écart, les services publics sont sans cesse attaqués : les conditions de travail se dégradent, et les moyens pour délivrer des prestations de qualité ne sont plus accordés, alors que les besoins de la population ne cessent d'augmenter notamment sous les effets de la crise.

Le 11 octobre dernier, une alliance PLR-UDC-MCG a refusé d'entrer en matière sur le projet de budget 2013 déposé par le

Conseil d'Etat, renvoyant à ce dernier une copie jugée trop déficitaire. Suite à ce coup de force, les propositions d'économies scandaleuses ont fusé sur les bancs de la droite :

- **Blocage des annuités**
- **Réduction des effectifs**
- **Augmentation du temps de travail**
- **Suppression du PLEND**
- **Suppression du pont de fin d'année**
- **Privatisation de certains services publics**

➤ **Jeudi 29 novembre**

16h30 Manifestation
devant l'Hôtel-de-Ville (canons)

18h30 Assemblée générale
du personnel de l'Etat
et du secteur subventionné
salle communale de Plainpalais

Jeudi 6 décembre

Grève des services publics

Parlez-en à vos collègues et contactez le syndicat pour vous aider à vous organiser sur votre lieu de travail. Précisions et consignes suivront.

Jeudi 13 décembre

16h30 Manifestation
Précisions et consignes suivront.

Après des années de réorganisations, de « rationalisations » et de « recherches d'efficacité », il n'est plus possible de faire mieux avec moins. Aujourd'hui plus que jamais, s'opposer à ces mesures d'économies, c'est s'opposer au démantèlement du service public. C'est pourquoi,

avec le Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné, le SIT appelle l'ensemble des salarié-e-s du secteur public à se mobiliser pour dire NON à ces attaques d'une ampleur sans précédent.

Pour répondre à la crise par la création d'emplois plutôt que par la suppression de postes

Pour préserver le revenu de plus de 30'000 ménages

Pour donner aux services publics les moyens nécessaires pour délivrer les prestations dont la population a besoin

Taxer les pauvres...

Seule surprise de ces dernières semaines, le PLR a proposé une augmentation des recettes. Mais la surprise s'arrête là, car le PLR refuse toute suppression des privilèges fiscaux accordés aux plus fortuné-e-s, et propose au contraire de porter la taxe personnelle à 365 frs par an. Cette droite qui refuse d'abolir ses privilèges veut ainsi taxer de la même manière l'ensemble de population, pauvres, chômeurs-euses, travailleurs-euses précaires, comme riches. « En temps de crise, chacun-e peut mettre 1 fr par jour », les aura-t-on entendu-e-s dire. 1 fr par jour ? Voilà la misérable obole que la mauvaise conscience des milieux patronaux est prête à concéder pour faire face au déficit budgétaire qu'elle a elle-même patiemment et délibérément créé depuis des décennies à coup de baisses d'impôts ne profitant qu'aux plus riches. Cette proposition est scandaleuse.

... pour moins d'Etat social

Assécher les caisses de l'Etat, c'est s'attaquer aux prestations publiques : sur 100 frs dépensés par l'Etat, 84 frs retournent directement à la population via l'éducation, la santé, le social, la culture et les loisirs, les transports, l'environnement, la sécurité, etc. Après des années de restrictions sur les effectifs et sur les subventions, voilà que la droite surenchérit en proposant de ne pas remplacer un

Les effets de l'austérité en quelques exemples

HUG

Le « plan Per4mance » prévoit 75 millions d'économies sur 3 ans. Par quels moyens ? Suppression d'environ 385 postes sur la même période, déqualification du personnel, externalisations de services, diminution de la durée du séjour hospitalier, ou encore suppression de prestations spécifiques à la population. Après trois années d'ouragan « Victoria », ce sont encore les conditions de travail et la qualité des soins qui feront les frais de l'austérité.

FSASD

Les effectifs ne suivent pas l'accroissement de la demande. Le personnel est donc contraint d'étendre ses horaires entre 7h et 21h afin de pouvoir caser dans la journée toutes les visites programmées. Les horaires coupés se multiplient, et il est toujours plus difficile pour les temps partiels d'avoir un jour de congé fixe. Le temps passé auprès de patient-e-s et quant à lui toujours plus court.

Educations spécialisées

Le personnel éducatif travaille à flux tendu, avec des horaires coupés et doit répondre à une disponibilité disproportionnée le plus souvent. Le travail de nuit n'est pas compensé, et les moyens manquent pour garantir un encadrement de qualité 24/24h et 7/7j dans des foyers surchargés.

Services sociaux

A l'Hospice général, l'action sociale se transforme irrémédiablement en actes purement administratifs, privée des moyens nécessaires à un véritable accompagnement social des usagers-ères.

Au Service de protection des mineurs, le personnel n'est plus en mesure de garantir un suivi optimal des enfants et des familles. Le service d'évaluation des lieux de placement n'arrive quant à lui pas à exercer sa mission de surveillance des crèches et des familles d'accueil selon les prescriptions légales.

départ sur deux, de supprimer des services, voire de diminuer de 5% les effectifs de l'Etat (soit supprimer 700 emplois à plein temps à l'Etat, ou 1800 emplois si l'on compte les secteurs subventionnés tels que HUG, FSASD, EPI, EMS, HG, Université, etc.).

Or, de nombreux services et institutions n'arrivent plus déjà aujourd'hui à fonctionner normalement en raison des manques d'effectifs. Dans les soins, la pression sur les horaires met à genoux un personnel déjà épuisé par des années d'accroissement de la charge de travail, au détriment de la qualité des soins aux patient-e-s. Tous les services sociaux sont complètement débordés et n'arrivent plus à répondre aux besoins de la population. Des services entiers de l'administration n'arrivent plus à délivrer leurs prestations en temps et en heure aux usagers-ères (OCE par exemple), et sont parfois même contraints de faire des heures supplémentaires le dimanche et la nuit (OCP).

Et des conditions de travail toujours moins bonnes !

Après les effets dévastateurs des réductions d'effectifs sur les horaires, la charge de travail, et la santé du personnel, voilà que la droite veut également abolir le PLEND, supprimer le pont de fin d'année, ou encore augmenter le temps de travail à 42 heures hebdomadaires.

A ces propositions inacceptables s'ajoutent celle d'une suspension de l'annuité pour la deuxième année consécutive. S'attaquer au revenu du plus de 30'000 ménages, voilà la solution que préconise la droite pour redresser les finances publiques.

Malgré un contexte rendu difficile par le référendum sur les caisses de pension, la mobilisation du personnel des services publics est donc plus que jamais nécessaire pour s'opposer à la dégradation des conditions de travail et au démantèlement du service public.

Le jeudi 29 novembre 2012, rejoignez-nous pour dire NON à ces attaques contre les services publics

16h30 Manifestation

devant l'Hôtel-de-Ville (canons) 18h départ du cortège pour se rendre ensemble à :

**18h30 Assemblée générale du personnel de l'Etat et du secteur subventionné
salle communale de Plainpalais**